



Étude qualitative et quantitative visant à évaluer les préoccupations et les perceptions des Canadiens en ce qui concerne l'état actuel de l'économie 2020

Sommaire

Préparé à l'intention de Finances Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : 60074-191692/001/CY

Valeur du contrat : 166 378,94 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 2019-12-18

Date de remise : 2020-02-20

Numéro d'enregistrement : ROP 054-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada, à l'adresse : stephanie.rubec@canada.ca

This summary is also available in English.



Étude qualitative et quantitative visant à évaluer les préoccupations et les perceptions des Canadiens en ce qui concerne l'état actuel de l'économie 2020 – Sommaire

Préparé à l'intention de Finances Canada par Environics Research

Mars 2020

Permission de reproduire

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada, à l'adresse : stephanie.rubec@canada.ca.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Finances Canada, 2020.

Fichier PDF :

N° de catalogue : F2-276/2020F-PDF

ISBN 978-0-660-34127-9

Version papier :

N° de catalogue : F2-276/2020F

ISBN 978-0-660-34128-6

This publication is also available in English under the title *Quantitative and qualitative research to gauge the concerns and perceptions of Canadians related to the current state of the economy 2020*

Fichier PDF :

N° de catalogue : F2-276/2020E-PDF

ISBN 978-0-660-34125-5

Version papier :

N° de catalogue : F2-276/2020E

ISBN 978-0-660-34126-2

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'hiver 2020, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès des Canadiens. Le principal objectif de cette recherche était d'explorer ce que pensent actuellement les Canadiens des sujets suivants :

- L'état de l'économie canadienne et le niveau de vie des Canadiens
- L'équité du régime fiscal
- L'accessibilité des logements
- Les moyens pour garder les Canadiens en sécurité et en santé
- La transition vers une économie propre
- La réconciliation avec les peuples autochtones

La recherche vise à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie au pays, aux enjeux émergents et au rôle du gouvernement du Canada relativement à l'économie et aux autres mesures destinées à améliorer la qualité de vie des Canadiens.

Méthodologie

Phase qualitative

Du 27 janvier au 3 février 2020, Environics Research a tenu une série de 10 séances de discussion en groupe auprès de membres de la population générale. Deux séances ont ainsi eu lieu dans chacune des villes suivantes : Mississauga, Charlottetown, Calgary, Vancouver et Montréal (Longueuil). Huit de ces séances se sont déroulées en anglais et deux en français. Les séances ont été réparties de la façon suivante :

Date et heure	Lieu de la séance
27 janvier, 17 h 30, HNE	Mississauga, Ontario
27 janvier, 19 h 30, HNE	Mississauga, Ontario
28 janvier, 17 h 30, HNA	Charlottetown, île-du-Prince-Édouard
28 janvier, 19 h 30, HNA	Charlottetown, île-du-Prince-Édouard
30 janvier, 18 h, HNR	Calgary, Alberta
30 janvier, 20 h, HNR	Calgary, Alberta
1 ^{er} février, 12 h, HNP	Vancouver, Colombie-Britannique
1 ^{er} février, 14 h, HNP	Vancouver, Colombie-Britannique
3 février, 17 h 30, HNE	Montréal (Longueuil), Québec
3 février, 19 h 30, HNE	Montréal (Longueuil), Québec

Les discussions en personne ont été menées auprès de Canadiens adultes (âgés de 18 ans et plus) de différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux sociodémographiques. Les séances, de 120 minutes environ, ont regroupé entre huit et dix participants (sur les dix personnes recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir une somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Phase quantitative

Du 17 janvier au 8 février 2020, Environics a réalisé un sondage téléphonique à échantillon aléatoire auprès de 2 000 adultes résidant au Canada en utilisant les techniques usuelles de composition aléatoire. Un échantillon de cette taille donne des résultats présentant une marge d'erreur de 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Cette marge d'erreur s'avère plus importante en ce qui concerne les sous-groupes de la population à l'étude.

L'échantillon a été stratifié par région afin de permettre une couverture adéquate des zones moins habitées.

Région (% de la population)	Taille de l'échantillon	Marge d'erreur*
Canada atlantique (7 %)	198	+/- 6,9
Québec (23 %)	497	+/- 4,4
Ontario (38 %)	601	+/- 4,0
Prairies/T.N.-O./Nunavut (19 %)	399	+/- 4,9
C.-B./Yukon (13 %)	305	+/- 5,6
CANADA (100 %)	2 000	+/-2,2

* En points de pourcentage, avec un coefficient de confiance de 95 %.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 166 378,94 \$ (TVH incluse).

Rapport

Le présent rapport présente tout d'abord un résumé des principales constatations et conclusions observées, suivi d'une analyse détaillée des résultats des séances de discussion en groupe et des données du sondage. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux présentant les résultats obtenus à toutes les questions, en fonction de segments de la population définis par région et caractéristique démographique. Dans l'analyse détaillée, chacun de ces tableaux est associé à une question du sondage.

Dans le présent rapport, les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentage, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de

réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement.

Utilisation des constatations de la recherche. En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Constatations principales – phase qualitative

A. Évaluation globale

Les participants devaient indiquer ce que, d'après eux, le gouvernement fédéral a fait de mieux au cours de la dernière année, ainsi que son principal échec.

- Parmi les dossiers gérés adéquatement par le gouvernement fédéral au cours de la dernière année, notons la politique étrangère en générale, la promotion de l'image du Canada à l'international, la collaboration avec le gouvernement des États-Unis, la renégociation de l'ALENA, la politique favorable à l'immigration et la légalisation du cannabis. Peu de personnes ont mentionné l'économie dans ce contexte.
- Parmi les dossiers du gouvernement fédéral qui semblent avoir été mal gérés au cours de la dernière année, notons la politique d'immigration et l'intégration des nouveaux arrivants, le déficit fédéral croissant et l'impression générale de dépenses inconsidérées, les pipelines (à Calgary, il s'agit du fait de ne pas en construire un, mais, à Vancouver et à Longueuil, du fait d'avoir acheté un pipeline et de tenter de mener à terme son projet d'expansion) et l'inaction perçue en matière de changements climatiques et de réconciliation avec les Autochtones. Peu de personnes ont mentionné l'économie globalement, mais quelques commentaires généraux ont été formulés quant à l'augmentation du coût de la vie.

B. Accent sur l'économie canadienne

En général, les participants de la plupart des villes à l'étude se sont dits satisfaits de la situation économique du pays dans son ensemble. Lorsqu'invités à trouver un mot pour décrire l'état actuel de l'économie canadienne, ils ont le plus souvent donné des réponses plutôt positives : « stable », « équitable », « constante », « passable », « bonne » et « croissante ». Les participants qui ont utilisé des mots plus négatifs ont qualifié l'économie de « chère », de « déséquilibrée », de « nuancée », de « bulle » et de « fragile ». À Calgary, les gens se sont montrés très sensibles au contraste entre l'état global de l'économie canadienne et les difficultés économiques en Alberta et à Calgary en particulier.

La plupart des participants avaient l'impression que l'économie va poursuivre sa trajectoire actuelle. Personne n'avait d'opinion tranchée quant aux 12 prochains mois; les participants étaient généralement d'avis que rien ne laisse présager une éventuelle dégradation de l'économie. Certains ont dit percevoir pour l'année à venir certains risques pour l'économie associés aux incertitudes causées par l'imprévisibilité de l'administration américaine, les guerres commerciales ainsi que les contrecoups du Brexit et d'autres enjeux internationaux. Quelques personnes ont aussi relevé que le temps est venu pour nous de vivre une récession, puisque le Canada profite de la croissance économique depuis plusieurs années.

La plupart des participants étaient conscients que le gouvernement fédéral affiche actuellement un déficit, mais cette réalité n'est manifestement pas une source de préoccupation. Pour la plupart des gens, il ne s'agit que d'un nombre ou d'un « mal nécessaire »; les participants se demandaient d'ailleurs en quoi la présence d'un déficit pouvait les toucher personnellement. C'est à Calgary que le déficit a été mentionné comme source de préoccupation, et certains participants de cette ville ont dit avoir l'impression que le déficit est « énorme » et « insoutenable ». Certains ont aussi dit s'inquiéter vaguement de « l'énorme dette qui sera laissée à nos enfants » si le déficit n'est jamais réglé, mais, en général, ce problème ne semble pas considéré comme

nécessitant des mesures urgentes. Quelques participants ont dit s'inquiéter du fait que le gouvernement ne semble avoir aucun plan de rétablir l'équilibre budgétaire. Même si le déficit n'est pas perçu comme un problème important par la plupart des gens, il symbolise pour certains des dépenses inconsidérées de la part du gouvernement. Parallèlement, la plupart des gens étaient aussi d'avis que la stabilité de l'économie connaîtrait un trop grand choc si l'on tentait de parvenir à l'équilibre budgétaire rapidement.

C. Stress, abordabilité et qualité de vie

Les principales sources de stress dans la vie des participants sont les préoccupations financières, la capacité à joindre les deux bouts et le coût de la vie, l'endettement personnel, le vieillissement des parents, le caractère abordable des logements, que ce soit pour soi-même ou pour ses enfants, les problèmes personnels (comme les conflits familiaux ou conjugaux), les problèmes de santé personnelle, le surmenage, le travail dans un environnement stressant ou le manque de temps à consacrer à sa famille.

Lorsqu'invités à indiquer quels coûts ou quelles dépenses en particulier les préoccupent le plus, les participants ont donné des réponses variées selon leur région. Certains types de coûts ont été mentionnés dans l'ensemble des villes : le coût des aliments à l'épicerie et le coût des télécommunications (c'est-à-dire des services de téléphonie cellulaire et d'Internet). Quelques participants ont relevé également des préoccupations financières de nature plus générale, comme la peur de ne pas être en mesure d'épargner suffisamment pour la retraite et le paiement des intérêts sur leur dette personnelle. Le coût des logements a été mentionné fréquemment dans les villes où les prix de l'immobilier sont gonflés, c'est-à-dire à Mississauga, à Vancouver et à Charlottetown.

En général, les gens étaient peu au courant des mesures précises prises par le gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à surmonter les problèmes d'abordabilité des logements et de coût de la vie. Quelques personnes ont relevé les prêts pour les acheteurs d'une première propriété, et certains ayant de jeunes enfants ont fait mention de l'augmentation de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Quelques participants ont parlé de l'augmentation du montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse ou de l'examen des tarifs de télécommunications par le CRTC. Lorsque questionnés de façon plus précise à ce sujet, plusieurs participants ont indiqué avoir déjà entendu parler de la hausse prévue du montant personnel de base, mais la plupart d'entre eux ont rejeté cette économie d'impôt, le montant étant trop petit et la mise en œuvre étant trop graduelle pour être perceptibles.

Le concept de « bonne qualité de vie » a généralement été décrit comme le fait d'être en santé et de pouvoir faire et payer les choses que l'on souhaite sans se préoccuper d'argent. Plus précisément, les gens ont indiqué qu'une bonne qualité de vie consiste à ne pas dépendre de sa prochaine paie pour subvenir à ses besoins et à avoir les moyens de se payer quelques activités de divertissement et suppléments, comme des vacances, des sorties au restaurant et des événements sportifs ou culturels.

Une liste de neuf politiques que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place a été présentée aux participants. Ceux-ci devaient sélectionner celles qui sont les plus importantes pour eux, personnellement. Les mesures les plus souvent choisies sont l'augmentation des montants du Programme de la sécurité de la vieillesse, de même que les trois mesures associées aux soins de santé, soit un meilleur accès aux médecins de famille et aux infirmières ou infirmiers praticiens, la mise sur pied d'un programme national d'assurance médicaments et un meilleur accès aux services de soins de santé mentale.

D. Transition vers une économie propre

La plupart des participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral n'en fait pas suffisamment pour lutter contre les changements climatiques. Certains ont fait observer que le gouvernement a beaucoup parlé de cet enjeu sans toutefois prendre de mesures concrètes à cet égard. D'autres savaient que le gouvernement fédéral a imposé une taxe sur le carbone à l'échelle du pays et avaient une vague connaissance des autres mesures. Plusieurs ont laissé entendre que rien de ce que fait le gouvernement ne peut être considéré comme « suffisant » tant que les changements climatiques continuent de s'aggraver. Calgary est la seule ville où quelques personnes ont indiqué que le gouvernement en fait trop. Ces participants avaient tendance à s'opposer à l'imposition d'une taxe sur le carbone et se préoccupaient de l'arrêt de la construction du pipeline.

En ce qui concerne les répercussions économiques, plusieurs participants ont fait observer que les changements climatiques pourraient nuire grandement à l'économie, mais que les mesures prises pour les contrer pourraient profiter à l'économie du pays. Bien que certaines personnes aient reconnu la possibilité que le secteur pétrolier et gazier en souffre à court terme, elles étaient d'avis qu'à long terme, la lutte contre les changements climatiques constitue un avantage sur le plan économique.

Lorsqu'invités à indiquer ce que signifie pour eux la transition vers des sources d'énergie propre, les participants avaient tendance à décrire l'utilisation accrue des formes d'énergie renouvelable et à faibles émissions de carbone, comme l'énergie solaire et éolienne. Certains ont aussi fait mention des véhicules électriques. Pratiquement tous les participants percevaient une telle transition comme étant favorable, donnant la possibilité au Canada d'avoir une incidence plus positive sur le monde.

À l'extérieur de Calgary, la majorité des participants étaient peu conscients des conséquences qu'aurait la transition vers des sources d'énergie propre sur le secteur du pétrole et du gaz. La plupart étaient d'avis que cette industrie « appartient au passé » et qu'il est nécessaire de passer à une nouvelle économie.

Aucun consensus ne s'est dégagé quant à savoir quels seraient les meilleurs indicateurs du succès du Canada dans la lutte contre les changements climatiques. Plusieurs personnes ont eu de la difficulté à comprendre la question ou ont confondu les changements climatiques et le simple fait d'avoir un environnement plus propre en général, mentionnant l'amélioration de la qualité de l'air et la diminution du smog.

Une liste de politiques que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour lutter contre les changements climatiques a été présentée aux participants. Ceux-ci devaient sélectionner les trois mesures qui sont les plus importantes pour eux, personnellement. La plupart des gens se sont dits favorables à pratiquement toutes les mesures présentées, mais ont eu tendance à faire leurs trois choix en se basant sur les avantages qu'ils pourraient en tirer personnellement de même que sur la présence d'un lien direct avec la lutte contre les changements climatiques. Pour cette raison, les deux politiques les plus populaires consistaient à rendre les véhicules à émissions zéro plus abordables et à aider les Canadiens à rendre leur maison plus écoénergétique.

E. Soins de santé

Le niveau de connaissance à l'égard du programme d'assurance médicaments varie d'une communauté à l'autre. La plupart des participants ayant entendu parler de ce concept savaient qu'il s'agit d'une forme de programme universel assurant l'accès gratuit aux médicaments d'ordonnance pour les Canadiens. La majorité des participants étaient au courant que de nombreux Canadiens doivent actuellement payer leurs médicaments de leur poche, qu'ils en aient ou non les moyens. En général, les participants ont aussi convenu qu'au Canada,

nul ne devrait avoir à se priver des médicaments d'ordonnance nécessaires à sa santé en raison de son incapacité à payer. Plusieurs ont indiqué que la mise en place d'un système public destiné à couvrir le coût des médicaments est la bonne approche à adopter.

L'amélioration de l'accès aux médicaments d'ordonnance pour tous les Canadiens a été perçue comme un exemple de ce à quoi devrait servir l'argent des contribuables. Même si le programme national d'assurance médicaments est susceptible d'entraîner des coûts de départ considérables pour le gouvernement, plusieurs participants étaient d'avis qu'une telle mesure permettra au bout du compte de réaliser des économies, puisque les gens pourront prendre les médicaments dont ils ont besoin et resteront ainsi en meilleure santé. Le gouvernement pourrait également être en mesure de négocier des prix de gros plus avantageux auprès des sociétés pharmaceutiques.

L'importance perçue du problème d'accès à un médecin de famille varie considérablement d'une ville à l'autre. À Vancouver, à Longueuil et à Charlottetown, les participants ont souligné la grande difficulté dans leur région de trouver un médecin de famille. Ailleurs, cet enjeu était moins problématique. Lorsqu'invités à indiquer ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour assurer l'accès des Canadiens à un médecin de famille, plusieurs n'ont pas été en mesure de formuler de recommandation précise en raison de la nature complexe de la situation.

Lorsque questionnés au sujet des autres priorités du domaine de la santé pour le gouvernement canadien, les participants se sont dits incertains quant au rôle du fédéral dans la prestation des soins de santé. Les gens ont suggéré de créer davantage de programmes liés à la santé mentale, d'ajouter de l'équipement médical (comme des appareils d'imagerie par résonance magnétique), d'embaucher plus de personnel dans les hôpitaux (on a souligné le fait qu'il existe de nombreux hôpitaux, mais que le personnel ne suffit pas à les utiliser au maximum de leur capacité) et de renforcer les mesures de prévention et de promotion de la santé.

F. Sécurité communautaire

Lorsque le concept de « communautés plus sécuritaires » a été abordé, la plupart des participants ont fait observer que cela peut s'appliquer à plusieurs aspects de la sécurité, comme la protection contre le crime, les catastrophes naturelles, la conduite dangereuse et la pollution. Les participants de toutes les régions ont indiqué en général vivre dans une communauté relativement sécuritaire, et il apparaît clairement que cet enjeu ne constitue pas une préoccupation de premier plan pour la plupart des gens, outre certains cas localisés de vols par effraction dans les véhicules à Vancouver.

La question sur les mesures que les participants voudraient voir mises en place par le gouvernement fédéral pour rendre les communautés plus sécuritaires a souvent entraîné une certaine confusion quant à savoir ce qui relève de la compétence fédérale. Ceux qui ont dit souhaiter que le gouvernement prenne des mesures à cet égard ont mentionné l'augmentation de la présence policière dans les rues, des lois plus strictes pour s'assurer que les criminels restent en prison, des investissements accrus dans la santé mentale et la toxicomanie, l'installation d'un plus grand nombre de caméras en circuit fermé et un meilleur éclairage des voies publiques.

La plupart des participants ont été étonnés d'apprendre que les armes d'assaut de style militaire ne sont pas déjà illégales au Canada. L'interdiction de ce type d'armes a fait l'objet d'un vaste consensus, et plusieurs personnes ont affirmé que les armes de poing devraient aussi être interdites. Il est toutefois évident que, pour la plupart des gens, la volonté de voir les armes d'assaut de style militaire interdites provient d'une certaine répugnance à l'égard des armes à feu en général et de la « culture des armes à l'américaine », une répugnance

s'inscrivant dans leurs valeurs mêmes, plutôt que d'un moyen pour eux de se sentir plus en sécurité ou de rendre leur propre communauté plus sûre.

Lorsque questionnés plus en détail à ce sujet, les participants ont manifesté un soutien généralisé à l'égard des mesures visant à freiner la circulation d'armes à feu à nos frontières et à aider les villes à combattre la violence liée aux gangs de rue, et ce, même si le problème des gangs a rarement été relevé comme source de préoccupation dans ces communautés.

Constatations principales – phase quantitative

A. Évaluation de l'économie

Les résultats de l'évaluation par les Canadiens de l'économie tant nationale que provinciale sont comparables à ceux de février 2019. Plus de quatre personnes sur dix (45 %) perçoivent d'un œil favorable l'état actuel de l'économie nationale, tandis que deux personnes sur dix en ont une opinion négative (19 %). La confiance à l'égard de l'économie provinciale varie toujours en fonction de la région.

Les résidents de la Colombie-Britannique (51 %) et du Québec (58 %) sont les plus susceptibles d'avoir l'impression que l'économie de leur province respective se porte bien, tandis que les Albertains (21 %) sont ceux affichant l'attitude la moins positive à cet égard, ce qui concorde avec les résultats de l'année dernière. Les opinions relatives au prix de l'essence sont quant à elles un peu moins positives que l'année passée (22 %, alors qu'elles étaient à 29 % en 2019).

B. Situation financière personnelle

Comme pour l'économie nationale, un peu plus de la moitié des Canadiens qualifient leur propre situation financière de bonne (notes de 7 à 10), un pourcentage qui demeure stable par rapport aux années précédentes.

Les dépenses courantes des ménages n'ont pas la même incidence sur tous les Canadiens : plus d'une personne sur dix (14 %) indique ne pas payer ses médicaments d'ordonnance et la moitié des répondants (50 %) ne sont pas touchés par les coûts associés au fait d'élever des enfants. Chez les répondants qui doivent assumer ces coûts précis, seule une personne sur dix estime que les achats d'épicerie hebdomadaires (13 %), les services Internet mensuels (12 %) et les coûts liés aux enfants (11 %) sont très abordables (note de 9 ou 10). Les médicaments d'ordonnance sont considérés comme très abordables par un plus grand pourcentage d'utilisateurs (28 % d'entre eux ont donné une note de 9 ou 10), probablement parce que ces coûts sont couverts en partie par une quelconque assurance médicament.

C. Priorités budgétaires du gouvernement

Des sept enjeux prioritaires qui devraient être pris en compte dans les décisions budgétaires, les Canadiens sont plus susceptibles d'indiquer qu'il est très important pour le gouvernement fédéral de faire en sorte que les plus nantis paient leur juste part (58 % des répondants ont attribué à cette mesure une note de 9 ou 10). Suit ensuite sur la liste des priorités le fait de rendre les communautés plus sécuritaires (49 %), d'aider les Canadiens à décrocher un bon emploi (48 %) et de lutter contre les changements climatiques (48 %). Un peu moins de la moitié des répondants accordent la priorité au soutien de la classe moyenne, qu'il s'agisse de rendre le coût de la vie plus abordable ou d'améliorer la qualité de vie (45 % pour chaque enjeu), tandis qu'un peu plus de quatre

personnes sur dix (42 %) estiment qu'il est plus important de mettre en œuvre un programme national d'assurance médicaments.

D. Niveau de bien-être

La majorité des Canadiens croient que le niveau de bien-être de leur génération s'est amélioré comparativement à celui de leurs parents, surtout en ce qui concerne les possibilités d'éducation (68 %) et la santé (58 %), tandis qu'un peu moins de la moitié (46 %) considèrent aussi que leur qualité de vie globale est supérieure. Bien qu'ils estiment bénéficier d'un plus grand nombre de possibilités sur le plan social, les répondants se montrent moins optimistes quant à l'évolution du contexte économique. Les Canadiens sont divisés quant à savoir si leurs perspectives d'emploi sont meilleures (36 %) ou pires (38 %) que celles de leurs parents au même âge, et ils sont plus susceptibles de considérer leur sécurité financière de façon négative, avec quatre personnes sur dix qui se disent plus désavantagées que leurs parents à cet égard (42 %, comparativement à 33 % qui estiment être plus avantagées).

E. Système fiscal

Une forte majorité de répondants sont d'avis que les personnes à faible revenu (69 %) et les petites entreprises (52 %) devraient payer moins d'impôts. Les opinions sont sensiblement partagées entre les répondants qui estiment que la classe moyenne paie actuellement un montant approprié en impôts (45 %) et ceux qui croient qu'elle devrait en payer moins (48 %). Sept Canadiens sur dix s'entendent pour dire que les personnes se situant dans les tranches de revenus supérieures (71 %) et les grandes sociétés (75 %) devraient payer plus d'impôt.

F. Logement abordable et aide aux acheteurs d'une première propriété

Comme en 2019, une forte majorité de Canadiens sont d'accord dans une certaine mesure avec le fait qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété de nos jours (70 % des répondants ont attribué une note de 7 à 10 à cet énoncé) et que le gouvernement a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables (68 %). L'accès à la propriété demeure très important pour les Canadiens : huit propriétaires sur dix (80 %) disent qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaire plutôt que locataire, et plus de six locataires sur dix (63 %) disent qu'il est très important pour eux d'être en mesure d'être propriétaire d'une maison dans l'avenir. Ces résultats concordent également avec ceux de 2019.

Les Canadiens ressentent toutefois les effets du ralentissement économique : un peu moins de six propriétaires sur dix (56 %, une baisse par rapport aux 63 % en 2019) s'entendent pour dire que les coûts associés à leur propriété sont abordables compte tenu du revenu actuel de leur ménage, et un peu moins de la moitié des locataires (48 %, comparativement à 53 % en 2019) considèrent leur loyer comme abordable. Comme en 2019, seule une minorité des répondants (32 %) estiment qu'il serait facile de trouver une propriété abordable dans un quartier sécuritaire s'ils devaient déménager aujourd'hui.

La moitié des Canadiens sont d'avis qu'un meilleur accès aux logements abordables (51 %) et que le fait d'exiger des promoteurs immobiliers qu'au moins 20 % des nouveaux logements soient abordables (49 %) devraient figurer en haut de la liste des priorités du gouvernement canadien (notes de 9 ou 10), tandis qu'un pourcentage semblable (46 %) disent de même pour ce qui est de rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables pour les Canadiens à revenu moyen ou faible. Environ quatre personnes sur dix accordent une grande priorité au maintien des incitatifs offerts aux acheteurs d'une première propriété (43 %) et des investissements dans les logements communautaires (41 %).

G. Garder les Canadiens en sécurité et en santé

Les mesures de sécurité évaluées dans le cadre de la phase quantitative de cette étude portaient précisément sur la violence liée aux armes à feu. Les Canadiens sont généralement d'avis que chacune des quatre approches présentées dans le sondage serait au moins plutôt efficace pour contrer la violence liée aux armes à feu. Une majorité de six répondants sur dix (58 %) ont indiqué que l'interdiction des armes d'assaut de style militaire constituerait une mesure très efficace (notes de 9 ou 10) et un peu moins de quatre personnes sur dix ont accordé une telle note au rachat des armes d'assaut de propriétaires privés (36 %). Il convient toutefois de souligner que la confiance à l'égard de ces deux approches est nettement moins élevée dans les Prairies. Environ quatre répondants sur dix estiment que les mesures axées sur le financement des forces de l'ordre seraient très efficaces, y compris le financement visant à combattre la violence liée aux gangs de rue à l'échelle des municipalités (42 %) et le financement des forces de l'ordre luttant contre la violence liée aux armes à feu en général (38 %). Ces opinions se retrouvent dans des pourcentages semblables dans l'ensemble du pays.

H. Transition vers une économie propre

Les Canadiens sont divisés quant aux efforts déployés par le gouvernement fédéral pour lutter contre les changements climatiques. Des pourcentages semblables considèrent que les mesures actuelles sont bonnes (27 % accordent une note de 7 à 10) ou mauvaises (32 % accordent une note de 1 à 4) ou se disent plutôt neutres à cet égard (35 % accordent une note de 5 ou 6). La population est deux fois plus susceptible de dire que la performance du gouvernement dans ce dossier est très mauvaise (16 %) plutôt que très bonne (7 %).

Chacune des cinq mesures visant à réduire la pollution et à protéger l'environnement est considérée comme au moins plutôt efficace. Un peu moins de la moitié des Canadiens (46 %) jugent que la plantation de deux milliards d'arbres serait très efficace, tandis qu'environ quatre personnes sur dix sont d'avis que les autres mesures évaluées seraient très efficaces (c'est-à-dire de rendre les véhicules à émission zéro plus abordables, d'offrir des incitatifs aux entreprises pour le développement de technologies propres, d'augmenter le nombre de masses d'eaux intérieures et de sites protégés et d'aider les Canadiens à rendre leur maison plus écoénergétique et résiliente au climat).

I. Réconciliation

Les Canadiens affichent différents degrés de confiance quant à l'efficacité des six approches de réconciliation avec les peuples autochtones. Le fait de se tourner vers l'avenir et de favoriser l'accès aux services de soins de santé mentale et physique est l'approche la plus souvent considérée comme étant très efficace, avec près de la moitié des Canadiens (47 %) lui accordant une note de 9 ou de 10. Cette mesure est suivie par le maintien de la mise en œuvre des recommandations de *l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées* (44 %) et la promotion du développement économique et de l'autonomie (40 %). Les Canadiens sont moins susceptibles de considérer comme très efficaces les approches axées sur la correction des torts du passé, c'est-à-dire l'indemnisation des Autochtones victimes de sévices au sein du système de protection de la jeunesse (29 %) et la présentation d'excuses officielles (25 %). En fait, près de deux personnes sur dix (17 %) vont jusqu'à dire que les excuses officielles ne sont pas du tout efficaces (notes de 1 ou 2).

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416 820-1963

Nom du fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat de TPSGC : 60074-191692/001/CY
Date du contrat : 2019-12-18

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante :
stephanie.rubec@canada.ca